



Énergie, Mines et  
Ressources Canada

Energy, Mines and  
Resources Canada

# CANOMA

Vol. 1 No. 2 December/Décembre 1975

MT. LOUIS ST. LAURENT

MT. SIR JOHN THOMPSON

Nouvelles et commentaires concernant  
la Toponymie du Canada recueillis  
par le Secrétariat du Comité permanent  
canadien des noms géographiques

Publié par la Direction des levés  
et de la Cartographie, Énergie,  
Mines et Ressources, Canada

News and Views concerning Canadian  
Toponymy compiled by the Secretariat of the  
Canadian Permanent Committee on  
Geographical Names

EXEMPLAIRE D'ETALAGE

DISPLAY COPY

# CANOMA

Nouvelles et commentaires concernant  
la Toponymie du Canada recueillis  
par le Secrétariat du Comité permanent  
canadien des noms géographiques

Vol. 1 No. 2

Décembre 1975

Le document suivant, qui expose les problèmes de la manipulation des noms géographiques par des systèmes cartographiques immensément améliorés, a été écrit par Michael B. Smart, secrétaire exécutif de la Commission de géographie de l'Ontario. Il a été présenté aux membres du Comité permanent canadien des noms géographiques lors de sa réunion annuelle tenue à Ottawa en octobre 1975 en vue de stimuler la discussion et l'analyse des points soulevés.

Le président du Comité, M. Jean-Paul Drolet suggéra que ce document connaisse une plus grande distribution. Plusieurs lecteurs de CANOMA seront d'accord pour dire que M. Smart a clairement démontré plusieurs des problèmes encourus dans l'adaptation des données physiques et culturelles à la représentation cartographique des entités géographiques du terrain.

Un bref commentaire d'Alan Rayburn, secrétaire exécutif du Comité permanent canadien des noms géographiques, sur les ententes entre les gouvernements fédéral et provinciaux concernant la recherche et le traitement des noms géographiques, suit ce texte de M. Smart.

## LA TOPONYMIE ET LES IMPERATIFS DE

### LA TECHNOLOGIE

par Michael B. Smart

Ce document traite des effets de l'automatisation de la cartographie par rapport à l'évolution de la reproduction sur cartes des noms géographiques en Ontario.

Il a été présenté au Comité permanent des noms géographiques à l'occasion de sa XIV<sup>e</sup> réunion tenue le 9 octobre 1975, à Ottawa, dans le but de stimuler la discussion et l'analyse des questions à l'étude.

Les retards dans la mise à jour des cartes est un problème qui ne date pas d'hier. Les causes, qui ne sont pas prêtes d'être éliminées, font l'objet de nombre de discussions et de débats. L'une des causes principales de cette situation est si subtile qu'on a presque tendance à l'oublier. La plupart des difficultés qui retardent la détermination des noms géographiques et à la production des cartes proviennent, en fin de compte, des effets produits dans le domaine de la cartographie par les récents progrès technologiques. Les innovations technologiques ont accéléré à tel point les procédés de production des cartes qu'il est devenu impossible dorénavant de fournir les données essentielles nécessaires à cette production pour satisfaire les délais de publication rendus possibles - et impératifs - par ces mêmes innovations.

Comme conséquences directes de ces progrès technologiques, des opérations antérieurement regroupées sont maintenant séparées. Les non quantifiables sont détachés des quantifiables. La compilation des noms géographiques et leur publication sont maintenant des opérations distinctes des

News and Views concerning Canadian  
Toponymy compiled by the Secretariat of the  
Canadian Permanent Committee on  
Geographical Names

Vol. 1 No. 2

December 1975

The following paper on problems relating to the handling of geographical names by vastly improved cartographic systems was written by Michael B. Smart, Executive Secretary of the Ontario Geographic Names Board. It was submitted to the members of the Canadian Permanent Committee on Geographical Names at its meeting in Ottawa in October 1975 with a view to stimulating discussion and analyses of the issues involved.

The Chairman of the Committee, Mr. Jean-Paul Drolet suggested that the paper be distributed to a wider audience. Many of the readers of CANOMA will agree that Mr. Smart has lucidly pinpointed many of the problems associated with adapting the identification of cultural and physical data to cartographical representation of landscape.

A brief commentary by Alan Rayburn, Executive Secretary of the Canadian Permanent Committee on Geographical Names on the relationships between the federal and provincial governments vis-à-vis research and processing of geographical names follows Mr. Smart's paper.

## TOPONYMY AND THE TECHNOLOGICAL

### IMPERATIVE

by Michael B. Smart

A paper on the effects of automation in cartography on the course of development of cartographic toponymy in Ontario.

Submitted to the Canadian Permanent Committee on Geographical Names on the occasion of its XIV Meeting, October 9th, 1975, Ottawa, for the purpose of stimulating discussion and analysis of the issues involved.

The current map-chart backlog problem has become a perennial one. Its causes are, and will in all probability continue to be, the subject of much discussion and debate. One contributing factor to the problem is so pervasive in its effects as to be almost overlooked. Much of the out-of-phase difficulties affecting name provision and map-chart production is traceable, in the final analysis, to effects produced in cartography by recent technological change. Technological innovations have so accelerated the map production process that the means of delivering information essential to that process are no longer able to keep pace with publication deadlines made possible - and imperative - by those innovations.

As a direct consequence of technological speed-up, functions formerly integrated have become disintegrated. The unquantifiable has become disengaged from the quantifiable. Geographical name-compilation and editing functions have become separated from other data compilation activities concerned with provision of topographical data essential to production and revision of maps and charts.



autres activités de compilation qui visent les données topographiques essentielles à la production et à la révision des cartes terrestres et marines.

La mise en oeuvre des méthodes de dessin cartographique numériquement contrôlées a accéléré les procédés de production de cartes topographiques à un point tel que la reproduction sur cartes des noms géographiques n'avait plus qu'à redéfinir ses attributions face aux circonstances nouvelles. Sa responsabilité première face à ces changements sera d'une part, d'établir et de maintenir une *banque* ou un *répertoire régional de noms géographiques* en fonction des exigences du fichier central du système de référence cartographique national, d'autre part, et, lorsqu'il y en a un, du système provincial approprié (c'est-à-dire la série planimétrique de l'Ontario). A cause de cette nouvelle méthodologie, les personnes chargées de recueillir et d'autoriser la nomenclature géographique des cartes, des cartes marines et des dictionnaires géographiques n'ont plus la capacité de répondre à la demande de données des nouveaux systèmes logiciel-matériel d'informatique.

Bien que le contrôle et la détermination des noms géographiques de l'Ontario ne soient plus étroitement intégrés à la compilation des cartes topographiques fédérales et au programme de production des cartes comme c'était le cas auparavant, ces deux opérations restent étroitement liées à la production cartographique provinciale - particulièrement la série produite à l'échelle de 2 milles au pouce. Toutefois, étant donné la probabilité que des changements similaires affecteront la cartographie des provinces, comme c'est le cas au niveau fédéral, la toponymie en Ontario est en cours de réorganisation afin de *séparer* cette opération de la cartographie et de la situer dans un contexte étranger à l'automatisation. Si cette mesure *devient* nécessaire, la toponymie devra quand même continuer de fournir et d'emmagasiner des données toponymiques précises et facilement accessibles pour la compilation et la production des cartes.

Les cartes topographiques traitent d'abord de la représentation visuelle des phénomènes *visibles* de la configuration physique et culturelle des lieux; ces phénomènes sont *reportés*, après des calculs par ordinateur, sur des quadrillages et des projections, *groupés* ensuite en divisions politiques, administratives et cadastrales et enfin *présentés simultanément* sous forme de données graphiques à deux dimensions, permettant ainsi une corrélation visuelle rapide de toutes les données représentées. Comme les noms géographiques dans leur forme originale non documentée constituent un phénomène *acoustique* plutôt que visuel, les cartographes ne peuvent compter que sur les méthodes maintenant habituelles de collection ou d'acquisition des données (photographie aérienne, photographie par satellite, levés, etc.) pour les enregistrer. C'est là que réside le problème. La toponymie doit improviser.

Les noms qui se transmettent par tradition orale (y compris une grande partie de la toponymie esquimaude et amérindienne) naissent et meurent avec les gens qui les ont créés et utilisés. C'est pour cette raison que la Commission des noms géographiques de l'Ontario a pris l'initiative de se documenter rapidement sur la toponymie amérindienne du Nord, avant que l'occasion de le faire ne soit perdue à tout jamais. En outre, les informations de ce genre étant aussi géographiquement éloignées des caractéristiques topographiques que les personnes qui les utilisent, on ne saurait s'étonner que les équipes de levés topographiques n'aient pas réussi à fournir aux toponymistes avides de renseignements des données précises sur les noms de lieux. Il est peu réaliste de supposer que les équipes de levés dans les régions désertiques pourront mener des enquêtes sur les noms de lieux parallèlement à leurs propres travaux. S'il leur est possible de le faire dans les régions habitées, toutefois, ils ne doivent pas oublier que cette information (en Ontario) n'a que peu de valeur pour la Commission à moins que les sources de référence ne soient identifiées. La Commission exige que toutes les données venant appuyer les décisions relatives aux noms soient *confirmées* et *documentées*. Tandis que les données relatives aux éléments, comme l'emplacement, la configuration, l'élévation, etc., sont habituellement obtenues directement au moyen de la photographie ou des accidents géographiques mêmes, les données sur les noms d'usage courant ne peuvent s'obtenir que par des *enquêtes* ou *l'examen de documents* dans des endroits qui sont souvent géographiquement éloignés des lieux concernés.

The implementation of numerically controlled drafting methods in cartography has accelerated the topographical map production process to the point where cartographic toponymy has been left with little option but to redefine its terms of reference in face of the changed circumstances. Its primary responsibility in the face of such change will be one of establishing and maintaining *regional geographical name inventories* or *banks* geared to the data-base requirements of the National Topographic System, on the one hand, and, where there is one, the appropriate provincial system (e.g., the Ontario planimetric series) on the other. The new methodology has out-paced the ability of those engaged in the collection and authorization of geographical nomenclature for maps, charts and gazetteers to satisfy the appetite of the new software-hardware systems for information.

Although geographical names control and naming in Ontario is no longer as closely integrated with the federal topographical map compilation and production programme as it used to be, the two functions remain very closely integrated with provincial cartographic production - especially the 2 mile series. However, with the likelihood of similar changes affecting cartography in the Province as have occurred at the federal level, cartographic toponymy in Ontario is being reorganized in preparation for a less integrated existence *with* cartography *outside* of what may be another numerically controlled systems environment. If that *does* become necessary it will not alter its priorities of providing and maintaining accurate, readily accessible toponymic data for map compilation and production.

Topographical mapping is an activity primarily concerned with visual representation of *visible* phenomena of the physical and cultural landscape, *referenced* to mathematically computed grids and projections, *packaged into* political, administrative and cadastral territorial divisions - *and presented simultaneously* as information in two dimensional graphic form, permitting rapid visual correlation of all information so displayed. As geographical names in their original undocumented form are *acoustic* rather than visible phenomena, cartographers cannot depend on their now usual methods of data collection or acquisition (aerial photography, satellite imagery, field surveys, etc.) to record them. This is the root of the problem. Toponymy must play it by ear.

Names in the oral tradition (including much of Eskimo and Amerindian toponymy) live and die with the people who generate and maintain them. For this reason the Ontario Board has taken the initiative in working fast to document the Amerindian toponymy of the North - before the opportunity to do so is lost forever. Furthermore, as information of this sort tends to be as geographically remote from the topographic features concerned as the people who use it, it should come as no great surprise that topographic survey crews have not chalked up much of a record as surveyors of accurate name data to eager desk-bound toponymists. It is hardly realistic to expect topographical survey crews in wilderness areas to always be able to conduct names surveys concurrent with their own work. Where it is possible to do so in populated areas, however, they should bear in mind that such information (if it is in Ontario) is of little value to the Board unless name informants are identified. The Board requires that all name information supporting name decisions be *confirmed* and *documented*. While information on geographical features relative to their position, configuration, elevation, etc. is normally got directly by photography or ground survey of the features themselves, information on names in current use can only be acquired by *inquiry* or *search of documents* in places often geographically remote from the features themselves.

Since passage of the Regina CPCGN resolution of 1971 calling for escalation of geographical name output, Ontario has spent a good deal of time developing new programmes (in what has become a complexity of computer-assisted programmes) in an effort to find ways and means to accelerate its output of processed names for map production. When computer-assisted drafting methods were first introduced at the federal level it was not then foreseen to what degree automated cartography



Depuis l'adoption de la résolution du CPCNG à Régina en 1971, demandant une production accélérée des noms géographiques, l'Ontario a consacré beaucoup de temps à l'élaboration de nouveaux programmes (ce qui a résulté en un assemblage complexe de programmes automatisés) afin de trouver des façons et des méthodes d'accélérer la sortie des noms traités pour la production des cartes. Lorsque les méthodes automatisées de dessin furent d'abord utilisées au niveau fédéral, on ne prévoyait pas encore jusqu'à quel point l'automatisation de la cartographie *aurait une influence* sur la toponymie. En fait, il était plutôt mal vu que les nouvelles méthodes cartographiques dépassent la capacité des secrétariats des noms géographiques (provinciaux ou fédéral) de fournir à temps les noms traités pour satisfaire les délais de publication des cartes terrestres et marines. Le problème se complique du fait de la pénurie des effectifs. L'Ontario croit avoir trouvé, toutefois, une façon et un moyen de soustraire la toponymie à l'automatisation cartographique tout en poursuivant l'exécution des programmes. Pour ce faire, la province nommera, entre autres, des toponymistes régionaux à des postes dans les bureaux les plus isolés du ministère provincial afin d'établir et de tenir à jour des répertoires ou banques de noms géographiques dans les régions concernées. Entretiens, les travaux progressent au bureau central en vue de l'établissement de répertoires de ce genre.

#### 1) LE CPCNG: SON RÔLE FUTUR

Une carte topographique sans nom géographique (d'une région qui en a) est, à notre avis, une contradiction. Chacune des catégories de données (qu'elles soient géologiques, géographiques, géomorphologiques ou culturelles) en l'absence de l'autre, laquelle, comme indiqué, doit être enregistrée *tout aussi bien* que les caractéristiques elle-mêmes, est, à toutes fins pratiques, *sans aucune signification*. La toponymie sans la topographie n'a pas de visage, et la topographie sans la toponymie est *anonyme*. Il est donc d'importance primordiale pour la cartographie que nous trouvions des façons et des moyens, *en plus* de régler le problème des effectifs, d'accélérer la production des noms géographiques et des renseignements pertinents (suppressions, révisions, modifications, etc.). Conséquemment, nous concentrons temps et énergie à cette fin, et continuons d'accorder une importance égale à la rédaction des nouvelles attributions du Comité permanent (comme l'a demandé l'Arpenteur général).

M. Rayburn, dans une lettre adressée à la Commission de l'Ontario en mai dernier, a présenté des propositions constructives relativement à cette question. On en a soigneusement tenu compte lors de la préparation de nos propositions concernant la révision du Décret en conseil du CPCNG. La Commission de l'Ontario espère que les efforts visant à réviser le Décret en conseil P.C. 1458 du 22 juillet 1969 et à approfondir la révision du document projeté présenté à Québec, en octobre dernier, par M. Rayburn, aura du succès. Ce succès sera évalué en fonction de sa capacité de faire concorder les fonctions et les responsabilités fondamentales du Comité avec les changements juridictionnels des dernières années. Nous sommes d'avis qu'il ne faut plus tarder parce que nous sommes confrontés par le besoin d'apporter des redressements majeurs en toponymie *tout simplement* pour faire face au défi que posent l'automatisation et les changements technologiques dans le domaine des levés topographiques et des méthodes de production des cartes, sans compter le besoin de maintenir la *crédibilité* du CPCNG auprès des nombreuses autorités avec lesquelles il traite présentement.

Les services officiels de contrôle et de traitement des noms géographiques en vue d'approuver les noms officiels continuent de se décentraliser. A titre de preuve, examinons le Québec en 1912, l'Alberta en 1949 (apparemment en période de réaménagement), Terre-Neuve en 1959 et 1974, l'Ontario en 1968, la Saskatchewan en 1977, le Manitoba en 1977. L'élan est donné. Il nous apparaît donc tout à fait clairement que les fonctions et les responsabilités du Comité réorganisé devront tenir compte des priorités et des exigences d'une organisation plus régionalisée, bien que coordonnée et gérée par une administration centrale en ce qui concerne le choix et la détermination des noms géographiques au Canada. Il est essentiel qu'il existe un *service central de coordination*.

La Commission de l'Ontario (Ontario Geographic Names Board) étant l'un des organismes provinciaux les plus récents,

would *affect* toponymy. It was not entirely appreciated that, in effect, the new cartography would outstrip the ability of geographical name secretariats (provincial or federal) to provide processed names in time to meet map and chart publishing deadlines. The problem is further complicated by current staff shortages. Ontario believes, however, that it has found a way and means to disengage cartographic toponymy from the new systems cartography and maintain programme delivery to boot. This will consist, among other things, of appointment of regional toponymists to certain of the Province's more remote Ministry offices for the purpose of establishing and maintaining geographical name inventories - or banks - in the areas concerned. In the meantime work progresses on building up such inventories at head office.

#### 1) THE CPCNG: ITS FUTURE ROLE

A topographical map without geographical names (of an area which has them) is, in our view, a contradiction in terms. One category of information (be it geological, geographical, geomorphological or cultural) in the absence of the other, which, as indicated, is there to be recorded *just as much* as the features themselves are - is, for most practical purposes, *meaningless*. Toponymy without topography is *featureless*: topography without toponymy *anonymous*. It has become, therefore, a matter of the highest cartographic priority that we do find ways and means, *over and above* the staffing problem, to accelerate delivery of geographical names and information pertaining to them (deletions, revisions, altered applications, etc.) Accordingly, we are concentrating time and effort to that end, and continue to accord equal priority to the task of assisting in the drafting of new terms of reference for the Permanent Committee (as requested through the Surveyor General).

Mr. Rayburn made some constructive suggestions relative to the problem in a letter to the Board last May. These have been carefully taken into account in preparing our suggestions relative to revision of the CPCNG Order in Council. The Board trusts that the efforts currently underway to revise Order in Council P.C. 1458 of July 22nd, 1969 and to expand on the draft revision of that document submitted at Quebec last October by Mr. Rayburn will meet with success. This will be assessed on the basis of its ability to bring the basic functions and responsibilities of the Committee into line with changes in jurisdictional boundaries in recent years. We are of the opinion that one cannot postpone this much longer - faced as we are with the need for major adjustments in cartographic toponymy *merely* to meet the challenge of automation and technological change in the topographical survey and map production process: not to mention the need to maintain CPCNG *credibility* with the numerous jurisdictions it currently deals with.

The official functions of controlling and processing geographical names for approval as official names continue to decentralize. Witness Quebec 1912, Alberta 1949 (now apparently in a process of readjustment), Newfoundland 1959 and 1974, Ontario 1968, Saskatchewan 1977, Manitoba 1977. The trend is there. It is, therefore, patently clear to us that the functions and responsibilities of the reorganized Committee shall have to reflect and make adequate provision for the priorities and requirements of a more regionalized, though centrally managed and coordinated, geographical names and naming organization in Canada. It is essential that we keep it *centrally coordinated*.

As one of the more recent provincial organizations, the Ontario Geographic Names Board continues to extend its influence and enhance its credibility. It attributes much of this to the fact that it been able to attract competent, hard-working and enthusiastic staff. It may well be followed by others similarly structured (civil servants *plus* non-civil servants *plus* full time secretariat). As an eventuality in the near future it is a factor that should be taken into account by those entrusted with the management of *land-related information*.



continue d'étendre son influence et de renforcer sa crédibilité. Ceci est dû en grande partie au fait que la Commission a pu attirer un personnel compétent, travailleur et enthousiasmé. Cet organisme pourrait fort bien être suivi par d'autres organismes à structure similaire (fonctionnaires *plus* employés qui ne font pas partie de la Fonction publique *plus* secrétariat à plein temps). *Les personnes chargées de la gestion des données relatives au territoire* devront tenir compte de ce facteur qui pourrait fort bien se réaliser dans un avenir prochain.

A notre avis, il est urgent que la révision du Décret en conseil fasse l'objet d'une étude approfondie par les membres du CPCNG avant d'être homologuée par le Comité. Dans sa lettre du mois de mai, le Secrétaire exécutif du CPCNG proposait une restructuration des fonctions et des responsabilités du Comité de façon à accorder la priorité à de vastes projets de recherches sur *l'origine et l'usage* des noms géographiques ainsi qu'à la publication des décisions du CPCNG et des résultats desdits projets de recherches. On se demande si les décisions de l'Ontario et du Québec seront enregistrées comme tel ou si elles continueront de porter la signature du CPCNG. La Commission fait référence aux projets de recherches concernant essentiellement les régions du Canada autres que l'Ontario et le Québec, c'est-à-dire Terre-Neuve et le Labrador, les Maritimes, le Manitoba, la Saskatchewan, la Colombie-Britannique et les Territoires du Nord-Ouest.

Nous devons être prudents et ne pas nous engager dans des projets de recherches qui prendraient la forme de levés sur le terrain et ne feraient que reproduire (c'est possible) des levés déjà faits, ou projetés par des autorités autonomes comme le Québec et l'Ontario. Il nous semble que la nouvelle direction générale chargée de la gestion du CPCNG devrait plutôt avoir la *responsabilité de coordonner*, au niveau fédéral, cette forme de recherche des noms géographiques et de *gérer* l'entrée des données toponymiques, résultant de ces recherches, *qu'elle qu'en soit la source compétente*. Les données toponymiques seraient alors administrées de façon *centrale* en vue de servir à tous les organismes de levés et de cartographie, et en fin de compte, à *tout ceux* qui sont engagés dans la compilation et l'utilisation des noms géographiques. On vise ainsi à faire bénéficier toutes les autorités des travaux du CPCNG, y compris celles qui possèdent leurs propres organismes autonomes dans les limites de leur province. Des études en *terminologie* géographique (également proposées) présenteraient moins de difficultés.

Nous n'avons rien à reprocher à la recherche pourvu que les travaux soient limités aux régions relevant de l'autorité des Commissions provinciales, que le Comité sait capable de faire leurs *propres recherches* (ce qu'elles font déjà). Les études linguistiques de la Commission (organisées avec l'aide d'un linguiste de la Commission, M. J.D. Kaye et d'un linguiste contractuel, M. D.H. Pentland) en sont un exemple. Les travaux de M. Pentland sur la toponymie de la zone habitée par les Moose-Cree dans la région des rivières Kwetabohigan et Wakwayowkastic et du lac Kesagami, au sud de la Baie James, ont révélé un nombre considérable de noms amérindiens d'*usage courant* qui désignent des accidents géographiques et des lieux qui n'ont encore *jamais été enregistrés officiellement*. Le projet d'étude toponymique de la Baie James a en fin de compte préparé la voie à d'autres projets linguistiques similaires ailleurs en Ontario.

## 2) DECRET DU CONSEIL (CPCNG): QUELQUES SUGGESTIONS

Le rôle du secrétariat du CPCNG dans des régions canadiennes autres que l'Ontario et le Québec (où il est directement responsable du contrôle des noms et de l'établissement des noms des éléments géographiques et des régions habitées) devrait être, à notre avis, celui de *directeur de recherche*. En Ontario et au Québec, son rôle devrait être celui de *coordonnateur de la recherche*, mais absolument pas celui de directeur de la recherche. Nous entrevoyons le rôle futur du Comité comme étant celui aussi bien de *coordonnateur désigné* de toute la recherche portant sur les noms géographiques et l'établissement des noms au Canada que d'*autorité permanente* dans les régions qui ne relèvent pas de la compétence provinciale. Il y aura un jour une autorité territoriale responsable des noms géographiques pour les territoires du Nord-Ouest. L'autonomie des autochtones de l'Extrême-Nord en ce qui concerne la gestion de leur propre territoire pourrait s'étendre éventuellement à la toponymie de leur région qui relèverait alors d'un contrôle régional. La coordination et la gestion de ces données doivent toutefois être confiées au CPCNG.

As we see it, it is a matter of some urgency that the Order in Council revision now before the CPCNG Membership be given a thorough going over before it is finally submitted for Committee ratification. The CPCNG Executive Secretary, in his May letter, proposed restructuring Committee functions and responsibilities in such a way that priority would be given to the undertaking of extensive research projects on geographical name *origins and usage* - as well as to publication of CPCNG decisions and results of those research projects. One wonders whether the decisions of the Ontario and Quebec Boards will be shown as such, or will they continue to be given as CPCNG decisions? The Board interprets the reference to research projects per se to mean only those regions in Canada outside of Ontario and Quebec, i.e. Newfoundland-Labrador, the Maritimes, Manitoba, Saskatchewan, British Columbia and the Northwest Territories.

We would caution against embarking on research projects in the form of field surveys which might do little more than duplicate (if that indeed were possible) field surveys undertaken, or to be undertaken, by independent jurisdictions such as Quebec and Ontario. It seems to us that the new CPCNG managing directorate should rather be responsible for *coordinating* this form of geographical name research and *managing* the input of geographical name information accruing from such research - *from all jurisdictions* - at the federal level. Name data would thus be managed *centrally* for the benefit of *all* survey and mapping organizations, and in fact, *everyone else* in the business of compiling and using geographical name information. The objective is to make the CPCNG organization work in the interests of all jurisdictions - including those who have established autonomous toponymic organizations within their own provincial borders. Research into geographical *terminology* (also proposed) would present fewer problems.

We see little wrong with the research idea provided the research work is limited to areas beyond the jurisdiction of provincial boards, who are, as the Committee is aware, equipped to do - *and do* - their *own research*. The Ontario Board's linguistic surveys (organized with the assistance of Board linguist, Dr. J.D. Kaye and contract linguist, D.H. Pentland) are a case in point. Pentland's work on the Moose-Cree Toponymy in the Kwetabohigan - Wakwayowkastic River - Kesagami Lake region south of James Bay has generated a very large number of well established *currently used* Amerindian names for geographical features and places *never officially recorded before*. The James Bay Toponymy Project has effectively prepared the way for similar linguistic projects elsewhere in Ontario.

## 2) CPCNG ORDER IN COUNCIL: SOME SUGGESTIONS

The CPCNG Secretariat's function in areas of Canada outside of Ontario and Quebec (where it is directly responsible for the control of names and naming of geographical features and populated places) should, in our view, be that of *research director*. Within Ontario and Quebec its role should be that of *research coordinator* - most emphatically not research director. We see the Committee's future role as *coordinator designate* of all geographical name research and naming in Canada and *continuing authority* in areas which do not fall within the jurisdiction of a provincial statutory names authority. There may well be a territorial names authority one day for the Northwest Territories. The influence of the Native Peoples in the far north in controlling their own affairs may grow to the extent that even the area's toponymy would come under regional control. Coordination and management of such information must remain with the CPCNG.

So constituted it would provide Canada with the best qualified representation *abroad*. Domestically, it would continue to function as *liaison or intermediary* between EMR's topographical Survey and Map Production Directorates and the provincial authorities - or representatives - a role which will probably be even more important in the years to come with the likelihood of even more decentralization of federal authority and, as a consequence of that eventuality, *vastly increased managerial and organizational responsibilities*.



Ainsi constitué, le Secrétariat serait le représentant le mieux qualifié du Canada à l'étranger. Au pays, il continuerait de tenir le rôle de *lien* ou d'*intermédiaire* entre les directions générales des levés topographiques et de la production des cartes du ministère EMR et les autorités ou représentants provinciaux, rôle qui gagnera probablement en importance dans les années à venir avec l'avènement d'une plus grande décentralisation des pouvoirs du gouvernement fédéral et, conséquemment de l'*accroissement considérable des responsabilités au niveau de la gestion et de l'organisation*.

Est-il besoin de dire que la capacité du Comité restructuré de s'acquitter efficacement de ses responsabilités de coordination centrale relativement à la gestion des noms géographiques et des données traités ou soumises par les diverses provinces (par le truchement de leurs propres comités, commissions, organismes de levés et de cartographie, etc.) dépendra, dans une large mesure, de l'orientation et de la qualité du travail que lui accordera, au niveau fédéral, ce même comité.

La responsabilité de la direction et de la coordination de ces activités devrait, à notre avis, être confiée à une ou à des personnes qui se qualifieront autrement que par des connaissances en toponymie. Notre propre expérience avec les membres et le personnel actuels et anciens nous porte à croire que la gestion du Comité devrait être confiée à une ou à plusieurs personnes qui possèdent une *expérience approfondie des disciplines qui s'occupent directement du Comité* comme la *cartographie topographique* (dont les éléments essentiels sont la *connaissance de la cartographie topographique et de la topographie cartographiée* - connaissance basée sur des expériences pratiques sur le terrain plutôt que sur des connaissances théoriques), la *géomorphologie* (comprenant essentiellement des connaissances sûres et pratiques - basées de préférence sur des expériences vécues sur le terrain - de la topographie terrestre et bathymétrique) et la *cartographie* (appréciation de première main des contraintes techniques et des priorités de dessin dans les cartes topographiques, particulièrement des techniques relatives aux symboles conventionnels des cartes, à leur utilisation, et à leur utilité possible dans un contexte cartographique officiellement bilingue).

Le mode d'opération individuel ou collectif de la gestion du CPCNG a eu et continuera d'avoir une grande influence sur les futures relations de travail entre la Commission et le Comité. Ainsi, une relâche des rapports entre la toponymie et la cartographie au niveau fédéral aurait des répercussions considérables sur une commission provinciale qui fonderait sa raison d'être et ses principes de travail sur ces rapports. De la même façon, la raison d'être et les principes de travail d'un organisme fédéral, après ratification par le Comité, aura une influence comparable sur les projets futurs des autres provinces qui en sont au stade préliminaire d'organisation. Il faudra peut-être traiter avant longtemps avec une demi-douzaine de commissions.

### 3) SYSTEME INCOMPATIBLES DE DONNEES

La solution des problèmes couramment rencontrés dans le transfert des données de la toponymie à la cartographie et vice versa, représente une tâche énorme - et ce, particulièrement parce que, comme on l'a déjà fait remarquer, un groupe fonctionne dans un système automatisé et l'autre dans un système qui *ne l'est pas* et, de par sa nature, ne le sera jamais. La Commission a pour fonction fondamentale de recueillir, de traiter et de diffuser les données relatives aux noms géographiques, et de consulter, de conseiller et de faire des recommandations et de collaborer avec les personnes qui possèdent, ont besoin ou désirent connaître ces données relatives aux éléments géographiques et aux lieux habités; ce rôle ne se prête pas facilement à une conversion accélérée à des méthodes contrôlées numériquement.

Tout ceci a donné lieu à des échanges de lettres en 1972 entre M. Jean-Paul Drolet, Sous-ministre adjoint, Ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources et M. Walter Q. Macnee, Sous-ministre, Ministère des Ressources naturelles de l'Ontario. Le but de ces échanges était d'attirer l'attention sur l'urgence de fournir plus rapidement

Needless to say, the ability of the restructured Committee to effectively execute its responsibilities as central coordinating body for the management of all geographical names and geographical name data processed or submitted by the various provinces (through their respective boards, commissions, surveys and mapping establishments, etc.) will depend, in very large measure, on the direction and quality of leadership given to the job at the federal level by the CPCNG Secretariat.

The responsibility for direction and coordination of the operation should, in our opinion, be vested in a person, or persons who will bring more to the Committee management than toponymic credentials. It is our general view, based on our own experience with past and present members and staff of the Board and Secretariat that the Committee management should be entrusted to a person, or persons, *thoroughly experienced in the disciplines with which it is directly concerned, viz. topographical mapping* (essential ingredients being a *knowledge of topographic mapping and of topography mapped* - based on field rather than theoretical experience), *geomorphology* (essential being an equally sound and practical knowledge - preferably based on first hand field experience - of land and bathymetric topography) and *cartography* (first-hand appreciation of the technical restraints and priorities of topo-map drafting, especially of techniques of map symbolization and their use and potential in a cartographic context which is officially bilingual).

The personal, or collective, *modus operandi* of the CPCNG management has, and will continue to have a significant bearing on the future working relationship of the Ontario Board with the Committee. A de-emphasis for example, of toponymy's connection with cartography at the federal level would have significant effects on a provincial board which bases its rationale and working principles on that connection. Similarly, the rationale and working principles of the federal body, once ratified by the Committee, will have a comparable influence on future plans of other provinces who are in the preliminary stages of establishing organizations of their own. There may be a half dozen boards to deal with before long.

### 3) INCOMPATIBLE INFORMATION SYSTEMS

The task of resolving problems currently encountered in transferring information from toponymy to cartography - and vice versa - is a formidable one; especially so as one group operates, as already indicated, within an automated hardware/software systems environment and the other within one that *isn't* - and committed, by the very nature of its operations, to stay that way. The Board's basic functions of collecting, processing and disseminating geographical name information, and consulting, advising and making recommendations to and collaborating with people who have, need or want that information in connection with geographical features and populated places, represent activities not particularly amenable to spent-up through conversion to numerically controlled methods.

All of which was background to the exchange of letters in 1972 between Mr. Jean-Paul Drolet, Assistant Deputy Minister, Department of Energy, Mines and Resources and Mr. Walter Q. Macnee, Deputy Minister, Ministry of Natural Resources, Ontario. The purpose of the exchange was to draw attention to the urgent need to step-up provision of geographical names at the provincial level for compilation and production of federal topographical maps. They acted on the resolution passed at Regina, September 27th, 1971, which recommended that immediate action be taken to accelerate provision of adequate and accurate name data for that purpose.

It did not - indeed could not - change things that much (and that is no criticism of the resolution or correspondence). Mr. Macnee pointed out at the time, that there was no immediate solution in sight to the problem of integrating a



des noms géographiques au niveau provincial afin de compiler et de produire des cartes topographiques fédérales. Ils ont donné suite à la résolution adoptée à Regina, le 27 septembre 1971, laquelle recommandait que des mesures immédiates soient prises pour accélérer l'apport de données appropriées et précises à cette fin.

Cet échange de correspondance n'a pas, et à vrai dire ne pouvait pas, apporter de changements majeurs (il ne s'agit pas d'une critique à l'égard de la résolution ou de la correspondance échangée). M. Macnee a fait remarquer, à ce moment-là, qu'il ne voyait pas de solution immédiate au problème de l'intégration des opérations de compilation, de préparation et d'approbation des noms géographiques (comme cela existe en Ontario) qui dépendrait presque entièrement de la gestion des données. La signification même de ces données est conditionnée par leur origine et leur utilisation dans un programme de traitement de données dont l'information qui en est tirée n'a que peu de signification en dehors de la technique des programmes. Les directions générales des Levés et Cartographie, des Levés topographiques et de la Production des cartes d'EMR étaient alors - et le sont encore aujourd'hui - engagées dans des programmes de cartographie automatisée et de compilation numérique, ce qui signifie que les cartes topographiques peuvent être dessinées plus rapidement que ne peut être fournie la nomenclature géographique. La solution semblait être, à l'époque, de recruter plus d'effectifs. Un véritable gel permanent des effectifs depuis 1971 a non seulement écarté cette solution mais, vu la nature incompatible des deux programmes de données, l'acquisition d'employés additionnels n'aurait peut-être pas été la meilleure solution. De toute façon, pas au bureau-chef.

En ce qui concerne uniquement la rapidité du traitement des données, la toponymie n'a pu concurrencer les systèmes automatisés de production de cartes - les systèmes ont été conçus pour éliminer une grande partie de ce traitement. Le rôle du toponymiste relativement à la collecte, à la préparation, au traitement et à l'approbation des noms a une interrelation sociale fondée principalement sur des valeurs qualitatives et perceptives; c'est-à-dire, un rôle qui ne laisse pas de place à l'interprétation, encore moins au traitement, par une méthodologie numérique. Les autres fonctions d'emmagasinage et d'extraction des données de la toponymie peuvent être automatisées et elles le seront peut-être un jour. Le contrôle des noms géographiques peut toutefois difficilement être quantifié sous une forme acceptable qui permettrait l'intégration efficace à des opérations strictement automatisées. Les noms, comme on l'a déjà fait remarquer, sont des phénomènes acoustiques. Ils sont conditionnés par de trop nombreux facteurs intangibles et non quantifiables pour permettre de les transformer sous forme de données organisées compatibles avec les programmes automatisés. Les toponymistes doivent se préoccuper des effets des noms et non de leurs causes. Les causes ainsi que les concepts ne doivent être confondues avec les effets qui en sont perçus. La toponymie ne peut fonctionner efficacement que dans un contexte non automatisé où les noms seront traités par des moyens perceptibles, quel qu'en soit le contexte, le résultat ou le point contesté.

#### 4) LA DECENTRALISATION EST UNE SOLUTION: LE TOPONYMISTE REGIONAL

En dernière analyse, ceci est peut-être, la seule solution applicable: celle qui est proposé ici met l'accent sur la ramification plutôt que sur l'automatisation des fonctions fondamentales de la toponymie (aux niveaux fédéral et provinciaux). C'en est une aussi qui peut être utilisée sans entrer en contradiction avec les nouveaux programmes technologiques. La nouvelle technologie a relancé l'utilisation des levés sur le terrain. La décentralisation des fonctions fondamentales de la Commission est sérieusement à l'étude (une mesure qui, en réalité, constitue le prolongement logique du procédé de décentralisation qui a d'abord été responsable de la création d'organismes provinciaux pour les noms géographiques). Bien qu'il reste essentiel, voire inévitable, que le traitement et l'enregistrement des données dans la toponymie cartographique demeure une opération essentiellement intégrée à un fichier central et reste aussi près que possible physiquement (ou géographiquement) des services centraux appropriés des levés et de la cartographie, il n'en va pas nécessairement de même des fonctions de la Commission qui consistent à recueillir et à déterminer l'authenticité des données de base reçues des districts. Le siège social a la responsabilité de l'emmagas-

geographical names compiling, editing and approving operation (such as exists in Ontario) dependent almost entirely on the management of information the very meaning of which is conditioned by the context in which it is found and used with a systems data processing operation whose information has little meaning outside the systems technology itself. EMR's Surveys and Mapping Topographical Survey and Map Production Directorates were then - and still are - committed to automated cartography and digital compilation systems whose message to cartographic toponymy is clear: topo maps can be drafted and published faster than geographical nomenclature can be provided for them. The solution appeared at the time, to be a matter of recruiting more staff. A virtually permanent freeze on staff recruitment since 1971 has not only ruled out that solution but, in view of the incompatible nature of the two information systems, acquisition of more staff may not have been the right solution after all. Not at head-office at any rate.

In terms of data processing speeds alone toponymy has not been able to compete with automated map-making systems - an interesting development in that the systems were designed to make much of that processing unnecessary. The toponymist's role in collecting, editing, processing and approving names is a socially interactive one based on much that is qualitative and perceptive; i.e. one hardly conducive to interpretation, let alone treatment, by a numerically based methodology. Toponymy's other functions of information storage and retrieval can, and will probably one day be automated. Its basic names-control function, however, can hardly be quantified in any meaningful form which would permit effective integration with a purely systems controlled operation. Names, as pointed out, are acoustic phenomena. They are conditioned by too many intangibles, too many unquantifiable factors to permit translation into forms of organized information compatible with computer dominated systems. Toponymists must address themselves to the effects produced by names - not to their causes. Causes as concepts are not to be confused with effects which are perceived. Toponymy can only function effectively in a systems-free environment where names can be treated perceptually in whatever context, issue or dispute they appear.

#### 4) DECENTRALIZATION AS SOLUTION: THE REGIONAL TOPONYMIST

There is, perhaps, in the final analysis, only one practicable solution: the one proposed here is one which emphasizes ramification instead of computerization of toponymy's basic functions (at both the federal and provincial level). It is one, furthermore, which can be realized without embarking upon a kamikaze course with the new systems technology. New technology has resurrected the field survey. Decentralization of the Board's basic functions has become a serious consideration (a move which, in actual fact, is only a logical extension of the decentralization process which created the provincial geographical name authorities in the first place). While it remains essential - indeed inevitable - that the processing and recording functions in cartographic toponymy remain operationally integrated with its own central filing system and as physically (or geographically) close as possible with the appropriate central surveys and mapping establishment, this is not necessarily true of the Board's functions of collecting and authenticating primary data received from the districts. Responsibility for data storage and retrieval lies with head office. So does final authority. The parallel with the regional director-district forester organization in the former Ontario Department of Lands and Forests is a clear one. Decentralization of the OGNB survey function would reinforce the need to centralize Board responsibilities for policy, coordination and management - as the CPCGN-OGNB relationship effectively illustrates how the transfer of authority from federal to provincial level reinforces the need for federal coordination. The CPCGN-OGNB relationship appears to have its counterpart in the one existing between the Committee and the Province of Quebec. Jurisdictionally, the Committee's policy making responsibilities in most other parts of the country are as they were - though it would be unwise to presume that they will always remain that way. That would only be safe to say with respect to the Permanent Committee's permanent responsibility for coordinating toponymy in Canada. In other words, toponymy must continue to be managed



sinage et de l'extraction des données et devient l'autorité finale. On reconnaît clairement le parallèle entre le directeur régional et le service des districts forestiers de l'ancien ministère ontarien des Terres et Forêts. La décentralisation des fonctions de l'OGNB renforcerait le besoin de centraliser les responsabilités de la Commission en ce qui concerne la politique, la coordination et la gestion - comme les rapports du CPCNG et de l'OGNB illustrent bien comment le transfert des responsabilités du fédéral au provincial renforce la nécessité d'une coordination au niveau fédéral. Ces rapports entre le CPCNG et l'OGNB rappellent des rapports similaires entre le Comité et la province de Québec. Du point de vue juridique, les responsabilités du Comité dans la plupart des autres provinces n'ont pas changé bien qu'il peu sage de présumer qu'ils sont immuables. On ne pourrait l'affirmer qu'en parlant de la responsabilité permanente du Comité relative à la coordination de la toponymie au Canada. En d'autres termes, la toponymie doit continuer à relever de l'autorité fédérale en ce qui a trait à la gestion et à la coordination des données. Qui d'autre pourrait s'en charger?

C'est précisément dans le domaine de l'acquisition des données de base que les avantages de la décentralisation sont le plus apparents. Le projet de l'OGNB est de nommer des toponymistes formés au siège social à des postes du ministère situés dans des régions éloignées où un programme de compilation et de révision à long terme est en cours ou à l'étude. Ils seraient responsables de la préparation et de la mise à jour des banques ou répertoires régionaux de noms géographiques; dans l'exercice de cette fonction, ils travailleraient en collaboration étroite avec des gardes-forestiers, des greffiers de comté, des géologues, des naturalistes, des historiens locaux et des biologistes de la région concernée qui connaissent bien les endroits en question. Les données seraient acheminées vers le siège social au fur et à mesure, ce qui accorderait tout le temps voulu pour vérifier ou reconfirmer les nouvelles données. Il est plutôt difficile de procéder ainsi présentement parce que la plupart des personnes qualifiées sont affectées à d'autres tâches. Actuellement, la Commission ontarienne perd un temps précieux à faire des recherches courantes dans le sud de l'Ontario simplement pour confirmer si un certain nom qui lui a été fourni par un membre d'une équipe topographique fédérale est vraiment d'usage courant. La Commission exige, comme on l'a déjà mentionné, que toutes les données à l'appui des recommandations et des décisions sur les noms géographiques soient confirmées et documentées. On pourrait économiser temps et effort si les équipes de levés topographiques au sol identifiaient leurs sources d'information. Le secrétariat de la Commission pourrait alors communiquer avec les personnes concernées pour obtenir confirmation des données et des renseignements additionnels, comme le demande la Commission.

Il est intéressant de noter que l'automatisation aux niveaux fédéral et provinciaux a entraîné la décentralisation des fonctions toponymiques primaires - en faveur du niveau local (où elles ont débuté).

De telles dispositions devraient servir particulièrement à réduire le temps consacré habituellement à recueillir ou essayer d'obtenir des données par téléphone, notes de service ou lettres, dans des régions de la province éloignées du bureau de Toronto. Elles élimineraient, tout d'abord, la nécessité de diriger personnellement des enquêtes sur les noms géographiques à des distances aussi grandes que celles qui existent entre Queen's Park et les coins les plus reculés d'une aussi grande province. Le fait d'avoir à réviser 200 noms à 800 milles de Toronto, dans le district de Kenora, cause certains problèmes, particulièrement lorsqu'il faut rencontrer les échéances prévus pour la publication des cartes. Le retard actuel dans la production des cartes dépend principalement d'une exigence de l'OGNB qui stipule qu'il faut fournir des données précises et bien documentées sur le caractère et les dimensions de l'endroit, le nom et l'adresse de ou des informateurs, la position et les références géographiques, les autres noms, les antécédents historiques essentiels, etc., lorsque c'est disponible, pour chacune des décisions. Tout ceci prend du temps, beaucoup plus qu'autrefois alors qu'il n'était pas nécessaire de documenter les données avant de recommander l'approbation d'un nom. Le premier toponymiste de la Commission, M.E. Lacusta, n'aurait pas pu autrement accomplir autant de travail entre 1967 et 1972. Un toponymiste régional pouvait recueillir plus efficacement des données de base (parce qu'il travaillait sur les lieux) que ne le peuvent maintenant les

and coordinated at the federal level. Who else can possibly do it.

It is precisely in the area of *primary data acquisition* where the benefits of decentralization will be the most apparent. The tentative OGNB plan is to post head-office trained toponymists to some of the Ministry's more remote district offices where long term map compilation and revision is programmed or, alternatively under consideration. Their responsibilities would involve preparation and up-dating of regional geographical *name inventories* or banks; and, in accomplishing this, they would work in close cooperation with foresters, rangers, township clerks, geologists, naturalists, local-historians and biologists in the region familiar with the areas in question. Information would be forwarded to head-office as it became available - thus allowing time for re-checking or re-confirming new information. This tends to be a difficult thing to do under the present arrangements as most qualified people have jobs to attend to. At the present time, the Ontario Board loses much valuable time during routine geographical name surveys in southern Ontario merely trying to confirm whether a particular name supplied to it by a member of a federal topographical survey crew is actually in use or not. The Board requires, as already indicated, that all name information supporting name recommendations and decisions be confirmed and documented. A lot of time and effort could be saved if topographical survey ground crews would identify their name informants. The Board Secretariat could then contact the persons concerned for confirmation and additional background data as stipulated by the Board.

It is interesting to note that the effect of automation, federally and provincially, is decentralization of primary toponymic functions - to the local level (where they started).

Such an arrangement should be particularly useful in reducing the time currently expended in collecting and arranging for the collection of name data by phone, memo and letter in parts of the Province far removed from the Toronto office. It would, for a start, eliminate the current need to personally direct name surveys at such great distances as exist between Queen's Park and the far corners of a very large province. Having to double-check 200 names 800 miles away in the Province's Kenora District does create problems - particularly when that information must meet a map deadline. A major consideration and contributing factor in the current map backlog issue is the OGNB requirement which stipulates that adequate and suitably documented background data on type and size of feature and place, name and address of informant, or informants, geographical position and references, other names, essential historical antecedents, etc. be provided, where available, for *each* name decision. That takes *time* - a lot more than formerly when documentation of that information was *not required* or prerequisite to recommending official approval for a name. The Board's first toponymist, M.E. Lacusta, could hardly have done the remarkable feat of work between 1967 and 1972 which she did *otherwise*. A regional toponymist could more effectively provide background information (since he would be close to it) than is now possible for toponymists based so far from areas within their own province that they must serve as forms of *remote sensors* in collecting and compiling primary name data for official use. District foresters (now designated managers), lands supervisors and other Ministry staff don't often have the time or experience to adequately deal with OGNB requests for information. Asking them to re-check certain areas is hardly a procedure which commends itself to too frequent use.

A regional toponymist would work in close conjunction with the Board head office; making maximum use, for example, of the existing inter-city government telephone lines. Acquisition of up-to-date feature and place names data for topographical map and hydrographic chart compilation and production referencing systems, etc. - *from reliable sources* - remains, therefore, a key responsibility. Of all the activities geared to the provision of data for maps and charts, it is, perhaps, the one *least conducive* to acceleration by computerization. Cartographic toponymy, though a systematic activity, is one that must be managed rather than programmed.



toponymistes actuels qui sont dans des régions si éloignées dans leur propre province qu'ils ne peuvent que recueillir et accomplir à distance les données primaires devant servir à l'établissement des noms officiels. Les forestiers de district (maintenant appelés directeurs), les superviseurs des terres et autres effectifs du ministère n'ont souvent ni le temps, ni l'expérience nécessaires pour répondre adéquatement aux demandes de données de l'OGNB. Il n'est pas recommandé de leur demander fréquemment de vérifier certains endroits.

Un toponymiste régional travaillerait en étroite collaboration avec le siège social de la Commission, utilisant, dans la plus grande mesure possible, les lignes téléphoniques gouvernementales reliant les villes. L'acquisition de données à jour sur les accidents géographiques et les lieux aux fins de compilation de cartes topographiques et hydrographiques et de production de systèmes de référence, etc. - à partir de sources fiables - est donc une responsabilité majeure. De toutes les activités qui dépendent de l'acquisition des données pour la production de cartes terrestres et marines, cette fonction est peut-être celle qui se prête le moins à l'automatisation. La reproduction sur cartes des noms géographiques, bien qu'elle soit une activité systématique, doit être dirigée plutôt que programmée.

Le fait d'augmenter les effectifs du bureau de Toronto (peu probable à cause du gel des emplois) n'accélérerait pas de façon appréciable l'entrée des données provenant des régions. Il est évident qu'un personnel plus nombreux à Queen's Park accélérerait l'enregistrement, le traitement, l'inscription et la diffusion des données déjà recueillies - une amélioration significative et valable, sans aucun doute - mais n'améliorerait pas la situation, à notre avis, au niveau régional. Nos relevés toponymiques qui ont eu tant de succès à la baie James en 1973 ont démontré l'avantage d'avoir un toponymiste (nous avions retenu les services d'un linguiste parlant couramment le Cri) présent là où se trouvait l'information et non pas sur les lieux auxquels se rapportaient les noms et qui pouvaient être situés à de grandes distances. Les Cris de la région de Moose, par exemple, sont incontestablement la meilleure source d'information des noms amérindiens en ce qui concerne les rivières, les lacs, les lacs, les grottes, etc. dans la région de la rivière Kwetabohegan, de la rivière Wakwayowkastic et du lac Kesagami, au sud de la baie James. Cette région est leur domaine ancestral de chasse. Le fait est, toutefois, que les noms amérindiens sont concentrés en un seul endroit, Moose Factory (un village d'indiens Cris aggloméré autour du plus ancien poste de traite de fourrures de la baie d'Hudson, en Ontario, fondé en 1673). Tandis que le topographe intéressé à la topographie de ladite région doit s'occuper directement des caractéristiques de la région, le toponymiste intéressé à la toponymie (ou choronymie) de la même région doit s'adresser directement aux autochtones de l'île Moose Factory. Dans une ère de spécialisation et d'échéanciers rigoureux, on ne peut s'attendre à ce que les équipes de levés topographiques entreprennent un voyage de 70 miles jusqu'à Moose Factory uniquement pour enregistrer les noms des endroits qu'ils ont cartographiés autour du lac Kesagami. Autrefois, le géomètre était non seulement moins spécialisé mais il emmenait avec lui des gens (guides indiens, payeurs, etc.) qui connaissaient les noms des éléments dont on dressait la carte. Ce fait doit être reconnu par les personnes qui ont la responsabilité de produire les cartes de ce pays. Les données sur les noms géographiques ne peuvent plus être considérées comme un sous-produit des levés topographiques pour la simple raison que les relations qui existaient entre l'arpenteur et les autochtones d'une région particulière n'existent plus depuis l'avènement du spécialiste en arpentage. D'où la nouvelle carrière de toponymiste-cartographe.

Il ne faudrait surtout pas confondre les relevés toponymiques, les levés topographiques et les études géologiques. En effet, les topographes et les géologues ont déjà la nomenclature et la classification des éléments qu'ils cartographient, avant même qu'ils ne les voient. Les toponymistes, cependant, connaissent les éléments (grâce aux photos aériennes, aux cartes topographiques, aux cartes hydrologiques, etc.) avant, habituellement, d'en connaître les noms. Qui plus est, les toponymistes doivent se consacrer à l'étude de noms précis, tandis que les géologues et autres savants des sciences de la Terre ne s'intéressent qu'à la nomenclature générale. Nous avons les éléments et les lieux (fournis par

Acquiring more staff in Toronto (highly unlikely under present complement freeze restraints) would not appreciably accelerate the Board's input of data from the regions. Certainly, more staff at Queen's Park would speed up the functions of recording, processing, writing and disseminating information already collected - a significant and worthwhile improvement, certainly - but, it would not, in our estimation, do much to improve matters at the district-regional level. Our very successful James Bay Toponymy Survey of 1973 demonstrated the value of having a toponymist (we actually engaged a linguist proficient in Cree) based where the required information was - not where the features to which the information related happened to be - which may be a long way away. The Moose Cree, for example, are incontestably the best information sources for Amerindian names of rivers, islands, lakes, coves, etc. in the Kwetabohegan River - Wakwayowkastic River - Kesagami Lake area south of James Bay. The region is their ancestral hunting territory. The fact of the matter is, however, that the Amerindian names are concentrated in one place - Moose Factory (a community of Moose Cree Indians clustered around the Hudson's Bay Company's oldest fur-trading post in Ontario - founded 1673). While the topographic surveyor interested in the topography of the Kwetabohegan, Wakwayowkastic or Kesagami must deal with those areas directly, the toponymist (or choronymist) interested in the toponymy (or choronymy) of the same areas must deal directly with the native people living on Moose Factory Island. In an age of specialization and severe time constraints topo survey crews cannot be expected to make a 70 mile trip to Moose Factory must to record names for features they've mapped around Kesagami Lake. In the past the surveyor was not only less of a specialist but he brought people with him (Indian guides, canoe men, etc.) who knew the names of the features being mapped. This fact must be appreciated by those whose responsibility it is to produce maps of this country. Geographical name information can no longer be regarded as a by-product of a topo survey for the simple reason that the interaction which used to exist between the land surveyor and the inhabitants of a given region disappeared with the advent of the surveyor-specialist. Hence the rise of the cartographic toponymist.

A names survey is not to be confused with a topographical or geological survey. Topographers and geologists already have the nomenclature and classifications for the features they're mapping - before they see them. Toponymists, on the other hand, have the features (from aerial photos, topo maps, hydrographic charts, etc.) usually before they have their names. Toponymists, furthermore, must concern themselves with specific names, while geologists and other earth scientists restrict themselves to generic nomenclature. We have the features and the places (provided by the topographer, geologist, surveyor, etc.) looking for names: they have the names (provided by geography, geomorphology, geology, etc.) looking for features. The Board got virtually all its name data for the James Bay Toponymy Project in Moose Factory. It should be obvious that the technology which expedites the process of matching geological concepts such as anorthosite or gneiss with features visible on aerial photos, topo maps or on the ground may do nothing of the sort with a process which matches what the cartographic toponymist has identified as channels, islands, tributaries, distributaries, eskers, etc. with what a local population perceives them to be, and more to the point, what names it knows them by. A local population may regard a sizable lake as a mere pond - and name it accordingly.

Geographical names, therefore, are where one finds them. That may be where the people who use them use them; or, alternatively, where a people who have recorded them have them recorded (archives, etc.). The Board will continue to improve its processing procedures and its existing lines of communication with the Ministry's district and regional offices, other ministry offices and official information sources to get to the people concerned. Thus shall the Board maintain the reliability of its data. Hopefully, it will not be too long before it will be able to implement its decentralization - regionalization plan and thereby boost the local input of its field data to a level acceptable to cartographers in both the federal and provincial governments.



les topographes, les géologues, les géomètres, etc.) et *cherchent à découvrir les noms; ils ont les noms (amenés par la géographie, la géomorphologie, la géologie, etc.) et cherchent à découvrir les éléments.* La Commission a obtenu pratiquement toutes les données toponymiques dont elle avait besoin dans le cadre du Projet d'étude toponymique de la baie James à Moose Factory. Il devrait être évident que la technologie qui sert à faire correspondre des concepts géologiques comme anorthosite ou gneiss à des éléments visibles sur des photos aériennes, des cartes topographiques ou sur le terrain, peut n'avoir rien à faire avec le procédé qui consiste à faire correspondre ce que le toponymiste cartographique a intitulé canaux, îles, éléments tributaires ou de distribution, eskers, etc. à la façon dont la population locale *perçoit* ces mêmes éléments, et de façon plus précise, par quels *noms* elle les identifie. Une population locale peut considérer un lac d'une certaine importance comme une mare, et l'appeler en conséquence.

Les noms géographiques, par conséquent, sont là où on les trouve. Il peut s'agir du *lieu* où les gens qui s'en servent *les utilise*; ou, selon le cas, de *l'endroit* où le peuple qui les a enregistré *les a inscrits* (archives, etc.). La Commission continuera d'améliorer ses méthodes et ses moyens de communication actuels avec le district et les bureaux régionaux du Ministère, avec les bureaux des autres ministères et les sources d'information officielles, en vue d'atteindre les gens compétents. Par ces moyens, la Commission sera en mesure de continuer à s'assurer de l'exactitude des données. Heureusement, la Commission pourra d'ici peu mettre en oeuvre son plan de décentralisation et de régionalisation et, par conséquent, augmenter les entrées *locales* de ses données sur le terrain à un niveau acceptable pour les cartographes tant du gouvernement fédéral que des gouvernements provinciaux.

#### 5) ACCESSIBILITE AUX DONNEES

Il est facilement compréhensible qu'il soit nécessaire aux cartographes d'avoir rapidement accès à des renseignements tenus à jour au sujet du statut officiel des noms géographiques, la position géographique, la forme linguistique ou orthographique, etc. Comme nous l'avons déjà mentionné, la cartographie est maintenant soumise à des restrictions et à des priorités amenées par un nouveau milieu de systèmes qui nécessite de nouvelles vitesses d'accès aux données acquises en matière de noms géographiques (la compilation des cartes topographiques ne constituant aucunement une exception). Nous avons précédemment indiqué pourquoi il nous est impossible d'accumuler les données des districts de façon beaucoup plus rapide que nous ne le faisons maintenant. Car, même si nous le *pouvions*, cela serait à peine assez rapide pour alimenter les systèmes d'impression qui, maintenant, donnent le pas. On dit qu'il fallait un ou deux *mois* pour dessiner les quadrillages de référence des cartes topographiques lorsque cela se faisait à la main; aujourd'hui, il ne faut plus qu'un *jour* ou deux lorsque le dessin se fait par des méthodes de contrôle numérique au moyen de bandes de contrôle.

Dans les nombreuses étapes de la compilation et de la production, la cartographie se sert de procédés automatisés très rapides. La toponymie, elle, *ne le fait pas* pour des raisons que nous avons déjà mentionnées. Dans tout cela, les noms géographiques demeurent, et il semble qu'ils le resteront, essentiels et partie intégrante de la totalité des données topographiques présentées à l'utilisateur des cartes (surtout en ce qui concerne les cartes à grande échelle comme 1/25 000, 1/50 000 et 1/125 000). Les cartes sans nom de lieu ne sont pas beaucoup plus que des traductions graphiques très généralisées de photos aériennes (la série des cartes du système national de référence cartographique au 1/50 000 peut en témoigner), même lorsqu'elles sont dotées de données textuelles comme des étiquettes ou des termes descriptifs (tous des *génériques*), comme "cimetière" et "ferme avicole" sont des mots typiques. On utilise trop ce genre de terminologie dans un pays *officiellement bilingue* comme le Canada. La plupart de ces termes peuvent et devraient être remplacés par des symboles. Un pays *officiellement bilingue* peut difficilement continuer de publier des *documents officiels* sous une *forme unilingue*. C'est exactement ce que sont nos cartes topographiques SNRC au 1/50 000: des documents officiels pourvus de renseignements périphériques (sans intérêt pour l'utilisateur moyen) *bilingues*, et des renseignements con-

#### 5) DATA ACCESSIBILITY

The need for cartographers to have rapid access to up-to-date information on a geographical name's official status, geographical position, linguistic or orthographic form, etc. is understandable. As already pointed out, cartography is now subject to restraints and priorities introduced by a systems environment which require new speeds of accessibility in geographical name data acquisition (topographical map compilation being no exception). We have indicated why we can't retrieve data from the districts much more quickly than we are now. For even if we *could* it would hardly be fast enough to feed drafting systems which now call the tune. Drafting of reference grids for topo maps is said to have required something in the order of 1 to 2 months when executed manually: today it requires no more than 1 to 2 days when scribing is done by numerically controlled methods using control tapes.

Cartography has, in many of its compilation and production stages, become a high-speed automated process. Toponymy *hasn't* - for reasons already given. For all that, geographical names remain - and are likely to remain - essential and integral to the totality of topographic data presented to the map-user (more particularly at the larger scales of 1:25,000, 1:50,000 and 1:125,000). Maps without place-names are little more than very generalized line-graphic translations of aerial photographs (the NTS 1:50,000 series can attest to that) even when furnished with textual data such as labels or descriptive terms (all of which are *generic*), of which "cemetery" and "poultry farm" are typical. Such generic terminology is manifestly over-used in an *officially bilingual* country such as Canada. Much of it can and should be symbolized. An *officially bilingual* country can hardly continue to publish *official documents* in a *unilingual format*. That is precisely what our 1:50,000 scale NTS topographic maps are: official documents with surround information (of no interest to the average map-user) *bilingual* and map-face information (of *immediate* interest to the average map-user) *all in English*. Not very considerate of the needs of the local map-user in Saint-Jean-Baptiste-de-Nicolet.

Unless map symbolization is of a high order (clear, simple and precise) and goes beyond the usual gamut of cultural features to encompass the wealth of geomorphic, geological, hydrographic and biotic features in the landscape (which comprise most of the data surveyed and mapped in representative areas of the shield and Hudson and James Bay lowlands). Topographical maps without geographical names have very little to communicate to the average intelligent topo map-user. Our national topographic maps present toponymy with a formidable challenge in this regard.

An unenhanced large scale photo map would probably be more useful - it certainly is for any form of serious research or exploration. When official interpretive symbolization is of a low order the map-user may prefer, or have little other recourse but to rely on his own interpretation. Given a choice, he naturally chooses the photo map. We have much to learn from European map-makers (especially those of Finland and Austria) on map symbolization techniques. At the present time, the Ontario Board must make frequent use of aerial photos in identifying features named at the local level - the usual reason being that the largest scale topographical map coverage of the Province (at 1:50,000) tends, unfortunately, to be very weak in topographic interpretation. This may be remedied, of course, just as the Board's information retrieval problem can also be remedied - given staff on the ground where and when they are needed. It would, however, be a decidedly expensive proposition for an organization having the *entire* country to concern itself with. Nevertheless, the problem (as it relates to the NTS) does appear to be resolvable at the topographical survey directorate level. We refer, of course, to implementation of more sophisticated photo interpretation and symbolization methods and techniques. The interpretation of information recorded on aerial photographs and its graphic or linear transla-



cernant directement la carte (d'intérêt *immédiat* pour l'utilisateur moyen) *en anglais*. On ne peut pas dire que cela tienne beaucoup compte des besoins de l'utilisateur de cartes de Saint-Jean-Baptiste-de-Nicolet, par exemple.

A moins que les symboles compris sur la carte ne soient très représentatifs (clairs, simples et précis) et qu'ils ne dépassent la gamme des éléments culturels pour faire partie du riche ensemble des éléments géomorphologiques, géologiques, hydrographiques et biologiques du paysage (qui constituent la plupart des données recueillies et cartographiées dans les régions représentatives du bouclier canadien et des terres basses de la baie James et de la baie d'Hudson). Les cartes topographiques sans nom géographique ont très peu de renseignements à apporter à l'utilisateur ordinaire et intelligent. Nos cartes topographiques présentent, à cet égard, un défi considérable à la toponymie.

Il serait probablement plus utile de se servir d'une grande carte photographique non rehaussée; en fait, l'affaire est certaine pour ce qui est de toute forme de recherche ou d'exploration sérieuse. Lorsque les symboles d'interprétation sont d'une qualité inférieure, l'utilisateur peut préférer se fier à sa propre interprétation ou n'avoir d'autre recours que de le faire. Il est évident que s'il a le choix, il va naturellement choisir la photo-carte. Nous avons beaucoup à apprendre des cartographes européens (particulièrement ceux de Finlande et d'Autriche) sur les techniques de symbolisation des cartes. A l'heure actuelle, la Commission de l'Ontario doit souvent utiliser des photos aériennes pour identifier des éléments de niveau local; habituellement, cela est dû au fait que la plus grande couverture topographique de la province (1/50 000) tends, malheureusement, à être très déficient en matière d'interprétation topographique. On peut y remédier, bien sûr, exactement comme on peut remédier aux problèmes de la recherche d'information de la Commission, si l'on a sur place le personnel nécessaire lorsqu'on en a besoin. Cependant, il s'agit là d'une solution coûteuse pour une organisation qui s'intéresse à toute l'étendue du pays. Toutefois, le problème (en ce qui concerne le S.N.R.C.) semble pouvoir se résoudre au niveau de la direction des levés topographiques. Nous nous reportons, bien sûr, à la mise en place de méthodes et techniques perfectionnées en matière d'interprétation photographique et de symbolisation. L'interprétation des renseignements enregistrés sur les photographies aériennes, ainsi que leur traduction graphique ou linéaire et leur conversion en des symboles cartographiques efficaces et précis constituent une partie intégrante du processus d'exécution de cartes topographiques. Par ailleurs, il est toujours urgent et nécessaire d'améliorer cette fonction. Cela devrait se matérialiser par l'étude de ce que d'autres organisations nationales ont fait et font dans ce domaine particulier.

La symbolisation cartographique est d'une importance capitale pour la toponymie. On peut difficilement nommer des éléments ou discuter de ces noms d'éléments, si l'on ignore ce qu'ils sont. Chaque lac, rivière ou île qui n'a pas de nom sur une carte topographique a autant de valeur cartographique comme une carrière, un cimetière ou un terrain de golf qui ne porte pas de nom. Pourtant, non seulement continuons-nous de donner à chaque carrière, cimetière ou terrain de golf le nom de "carrière", "cimetière" et "terrain de golf", mais encore sommes-nous aussi sur le point d'ajouter le terme correspondant en français. Un symbole cartographique *peut* et *devrait* suffire - surtout dans un pays bilingue comme le Canada. Il est encore heureux que nous permettions aux symboles cartographiques de nos lacs, rivières et îles d'être représentatifs par eux-mêmes.

Tout comme l'information, la nomenclature géographique (enregistrée, approuvée et mise à jour) est essentielle à la cartographie. Un jour, la cartographie apprendra peut-être à considérer la toponymie plus comme un banque de noms géographiques et une forme de mise à jour, et moins comme une institution vouée aux relevés de noms géographiques et orientée vers l'organisation de relevés toponymiques de régions données, sur demande, chaque fois qu'une carte révisée est prête à sortir des presses.

Une expérience récente a démontré hors de tout doute, compte tenu des difficultés de dotation en personnel et des contraintes technologiques de l'automatisation de la cartographie qui existent actuellement, que l'ancienne façon de travailler est désormais pratiquement irréalisable - sauf lorsque le temps et les ressources permettent de faire les levés appro-

tion and conversion into effective and accurate map symbolization is an integral part of the topographical map-making process. It is a function in urgent need of up-grading. This should be done through research into what other national organizations have done, and *are doing* in this particular field.

Cartographic symbolization is of paramount importance to toponymy. One can hardly name features, or discuss the names of features, which one can't identify. Every unnamed lake, river or island on a topomap is as much a cartographic symbol as every unnamed quarry, cemetery or golf course. Yet we not only continue to label every quarry, cemetery or golf course symbol "quarry", "cemetery" and "golf course" - but are now on the point of adding the corresponding French labels *as well*. A map-symbol *can*, and *should* do the job alone - more especially in bilingual Canada. It is indeed fortunate that we do allow our lake, river and island map-symbols to speak for themselves.

As information, geographical nomenclature (recorded, approved and up-dated) is essential to cartography. In time cartography will perhaps learn to regard toponymy more as a geographical names banking and up-dating facility, and less as a geographical names survey authority geared to the organization of toponymic surveys of given areas on demand - every-time a revised map of chart is scheduled to roll off the press.

Recent experience has shown conclusively that, given the existing staffing problems and technological constraints of automation in cartography, the old working arrangement is now virtually unworkable - except where time and resources permit adequate surveys of map areas. In most compilation programmes the Ontario Board can only effectively survey a large or remote map area if adequate time (normally measured in months) is allowed for collection of primary information (names) and cross-checking and documentation of source data (background information) required by the Board and prerequisite to recommendation of any geographical name for adoption as an official name.

It is, therefore, incumbent upon the Board to make every effort to keep ahead in its own game. In so doing it will avoid a situation in which cartographers at both the federal and provincial level may lose touch with toponymy as a result of wholesale adaptation and conversion to new procedures, programmes and objectives made mandatory by technological change within the profession itself.

We believe that the Board should get as much mileage as possible out of its ability to establish and *maintain* accurate geographical name inventories or data bases of increasingly greater areas of and numbers of features within the Province's 344,092 square miles. Until such time, however, as the Ontario Board is in the position to establish regional or district toponymists, or at least can post staff to areas programmed for map revision for part of the year, it may not, in fact, be able to do very much about accelerating provision of accurate, documented geographical name information from those areas for maps, charts and gazetteers. It has, accordingly, set its immediate sights on attainment of an acceptable degree of accommodation with both federal and provincial topographical survey and map production establishments. In this way the new cartographic priorities and restraints made imperative by recent technological change in the methodologies of topographical surveying and map production shall continue to be carefully assessed in terms of their effects on geographical naming. Their role in shaping the future development of cartographic toponymy in Canada will be a significant one. The Board's part in making the necessary adjustments in its own geographical names control and naming organization *in response* to these changes may be no less significant in its effects on the future development of toponymy in Ontario.



priées des régions cartographiques. Pour ce qui est de la plupart des problèmes de compilation, la Commission de l'Ontario ne peut, avec efficacité, faire le levé d'une région cartographique assez étendue ou éloignée que si elle a le temps (qui se mesure normalement en mois) de ramasser les renseignements fondamentaux (les noms) et de contre-vérifier les sources documentaires (les renseignements antécédants) dont elle a besoin comme pré-requis à toute recommandation de noms géographiques pour leur adoption comme noms officiels.

Par conséquent, il revient à la Commission de faire tout ce qui lui est possible pour se maintenir à la hauteur de son propre travail. Ce faisant, elle évitera de tomber dans une situation semblable dans laquelle les cartographes tant du niveau fédéral que du niveau provincial peuvent perdre contact avec la toponymie, à la suite d'une adaptation et d'une conversion totales ou presque à des nouvelles méthodes, de nouveaux programmes et de nouveaux objectifs rendus obligatoires par les changements d'ordre technologique qui se sont produits au sein même de la profession.

Nous croyons que la Commission devrait évoluer le plus possible sur la voie qu'elle s'est tracé grâce à son habileté à établir et à *tenir à jour* un répertoire exact des noms géographiques ou données fondamentales, de façon à couvrir une partie de plus en plus grande de la province afin de compiler le nombre imposant d'éléments que comprennent ses 344 092 milles carrés. Entretemps, comme la Commission ontarienne est en mesure de mettre en poste des toponymistes régionaux ou de district ou qu'elle peut, du moins, affecter des employés dans des régions prévues où les cartes seront révisées pendant une partie de l'année, elle ne peut pas faire beaucoup pour accélérer l'apport de renseignements exacts et documents relatifs aux noms géographiques de ces régions, noms qui doivent servir à l'établissement de cartes et de répertoires. Par conséquent, elle vise dans l'immédiat à parvenir à un arrangement acceptable avec les établissements fédéraux et provinciaux de levés topographiques et de production cartographique. De cette façon, les nouvelles priorités et restrictions cartographiques rendues impérieuses par le récent changement d'ordre technologique qu'ont connu les diverses méthodologies de levés topographiques et de production cartographique, continueront de faire l'objet d'une évaluation attentive quant à leurs effets sur la cartographie des noms géographiques. Leur rôle dans le futur développement de la toponymie cartographique au Canada sera important. L'apport de la Commission à la réalisation des redressements nécessaires à son propre contrôle des noms géographiques et aux organisations s'occupant de toponymie, *en vue de répondre* à ces changements, pourra avoir des effets aussi importants sur l'avenir de la toponymie en Ontario.

#### COMMENTAIRES D'ALAN RAYBURN

Contrairement à l'énoncé de M. Smart, ni le CPCNG ni son secrétariat ne sont responsables du contrôle des noms dans les provinces et les territoires en dehors du Québec et de l'Ontario. Depuis 1961, le pouvoir de rendre des décisions a été confié aux provinces et, dans le cas des territoires, au ministre des Affaires Indiennes et du Nord. Qu'une province ait une commission géographique ou non, cela n'a aucun rapport avec l'approbation des noms par le gouvernement fédéral: une décision prise par le membre du CPCNG de l'Île-du-Prince-Édouard en tant que responsable des noms géographiques pour cette province équivaut à la décision soumise par le représentant de l'Ontario et auparavant ratifiée par la Commission de géographie de l'Ontario pour usage dans les documents fédéraux.

La participation fédérale dans les études sur le terrain est seulement entreprise en collaboration avec les provinces. Il est évident qu'aucune étude ne serait faite si une province s'y oppose formellement. Cependant, d'autres genres de recherches coordonnées au niveau fédéral, telle que la recherche pour un répertoire historique ou la compilation d'une bibliographie nécessitent la consultation de plusieurs documents conservés soit au fédéral ou dans les provinces. Il serait tout à fait étonnant d'interdire l'accès aux archives nationales à qui veut faire des recherches.

#### COMMENTARY BY ALAN RAYBURN

Contrary to Mr. Smart's statement, neither the CPCGN nor its Secretariat are responsible for names control in the provinces and territories outside Ontario and Quebec. Since 1961 decision-making power has been vested in the provinces and, in the case of the territories, in the Minister of Indian Affairs and Northern Development. Whether a province has a names board or not, has no bearing on the acceptance of names by the federal government: a decision rendered by the Prince Edward Island member of the CPCGN in his provincial responsibility for geographical names is equal to a decision submitted by the Ontario member of the CPCGN for use on federal documents, and which has been previously rendered by the Ontario Geographic Names Board.

Federal participation in toponymic field surveys is only undertaken in cooperation with the provinces. Certainly no studies would be made in opposition to a province's express request not to do so. However, other kinds of studies coordinated at the federal level, such as research for a historical gazetteer or compilation of a bibliography would require access to many federal and provincial sources, and one would be quite surprised if entry to public records were denied.



MT. RICHARD BENNETT

MT. SIR JOHN ABBOTT

MT. SIR WILFRID LAURIER

MT. MACKENZIE KING

